

CERTIFICAT DE SCOLARITÉ

MATRICULE SOLDE DU DEMANDEUR :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Tous les champs doivent être remplis sous peine d'irrecevabilité

MATRICULE SOLDE / N° PENSION DU DEUXIÈME PARENT :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

INFORMATIONS DES PARENTS

NOM DU DEMANDEUR :

PROFESSION :

ADRESSE ET LIEU DE TRAVAIL :

TÉLÉPHONE :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 OU

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

E.MAIL :

N° ASSURÉ CNAMGS :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° ASSURÉ CNSS :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

NOM DU DEUXIÈME PARENT :

PROFESSION :

ADRESSE ET LIEU DE TRAVAIL :

TÉLÉPHONE :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 OU

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

E.MAIL :

N° ASSURÉ CNAMGS :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° ASSURÉ CNSS :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

INFORMATIONS DE L'ENFANT

JE SOUSSIGNÉ(E) : FONCTION :

CERTIFIE QUE L'ENFANT, NOM(S) : PRÉNOM(S) :

SEXE : ☐ MASCULIN ☐ FÉMININ NÉ(E) LE :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 À :

FRÉQUENTE L' ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE : En classe de :

B.P :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 VILLE / VILLAGE : ARRONDISSEMENT :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 COMMUNE / DÉPARTEMENT :

TÉL :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 QUARTIER : DÉLÉGATION ACADÉMIQUE

ÉTABLISSEMENT : ☐ Public ☐ Privé Autorisation du Ministre de l'Éducation Nationale N° (pour les établissements privés) :

Signature et tampon
de l'établissement
(Obligatoire)

Fait à : le :

Loi n°007/2017 du 09 août 2017 fixant le régime des prestations familiales et sociales applicables aux agents de l'Etat et leurs ayants droits.

Article 1^{er} :

Le régime des prestations familiales et sociales institué par la présente loi s'applique, sous réserve des dispositions contraires des textes en vigueur :

- aux fonctionnaires civils de l'Etat ;
- aux militaires des forces de défenses ;
- aux agents des forces de sécurité ;
- aux agents du corps autonome paramilitaire de la sécurité pénitentiaire ;
- aux magistrats ;
- aux greffiers ;
- aux agents publics non permanents ;
- aux personnes éligibles à ce régime, retraités et relevant d'un des régimes des pensions de l'Etat.

Article 2 :

Bénéficient également des prestations instituées par la présente loi, lorsqu'ils sont en activité, ou lorsqu'ils ont cessé leurs fonctions, à condition qu'ils aient obtenus le bénéfice d'un régime de pensions de l'Etat :

- le Président de la République ;
- le Vice-président de la République ;
- les membres du Gouvernement ;
- les membres du Parlement ;
- les membres de la Cour Constitutionnelle ;
- les membres du Conseil National de la Communication.

Article 3 :

Bénéficient aussi des prestations instituées par la présente loi, les conjoints survivants et les orphelins mineurs des personnes relevant du présent régime au titre d'ayants droits.

Article 10 :

Les allocations familiales sont servies à l'agent bénéficiaire pour chacun de ses enfants entrant dans l'une des catégories suivantes :

- enfant légitime ;
- enfant naturel à charge ;
- enfant ayant régulièrement fait l'objet d'une adoption ;
- enfant né hors mariage et régulièrement reconnu ;
- enfant orphelin et placé sous la tutelle de l'agent.
- le nombre d'enfants naturels ou nés hors mariage ouvrant droit aux prestations familiales est limité à six.

Les allocations familiales sont versées pour le compte des enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Toutefois, lorsque l'enfant est placé en apprentissage, la limite d'âge est portée à dix-sept ans.

Lorsque l'enfant poursuit des études ou que, par suite d'une infirmité ou d'une maladie incurable, il est dans l'impossibilité d'exercer une activité rémunérée, la limite d'âge est portée à vingt et un ans. En cas d'interruption d'études ou d'apprentissage pour cause de maladie, les allocations familiales sont maintenues, pendant la période d'interruption, dans la limite d'une année

Article 18 :

L'allocation de rentrée scolaire est attribuée pour le compte de chaque enfant visé à l'article 10 ci-dessus, scolarisé et dont l'âge est compris entre trois ans et seize ans.

A FOURNIR IMPERATIVEMENT AVANT LE 31 MAI DE CHAQUE ANNÉE

CE DOCUMENT N'EST PAS A VENDRE

L'allocation de rentrée scolaire est payable au 25 août de chaque année.